

N° 8148⁴

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2022-2023

PROJET DE LOI

**relative à la rétention des données à caractère personnel
et portant modification:**

1° du Code de procédure pénale ;

**2° de la loi modifiée du 30 mai 2005 concernant la protection
de la vie privée dans le secteur des communications élec-
troniques ; et**

**3° de la loi modifiée du 5 juillet 2016 portant réorganisation
du Service de renseignement de l'Etat**

* * *

AVIS DU TRIBUNAL D'ARRONDISSEMENT DE LUXEMBOURG

Dans un souci de lisibilité, seuls les articles et paragraphes du texte du projet de loi, pour lesquels il semble opportun de relever des points paraissant importants, ont été commentés.

Article 3

Le fait que l'action publique ne peut être mise en mouvement que par le seul Procureur d'État, trouve l'appui du Tribunal d'arrondissement, étant donné que, dans le cas contraire, l'activité gouvernementale risquerait, le cas échéant, d'être entravée, plus ou moins régulièrement.

Les droits des personnes lésées et des associations visées à l'article 3-1 du Code de procédure pénale restent, par ailleurs, intacts, étant donné que ces parties peuvent toujours porter plainte, de sorte à entraîner un examen par le Procureur d'État.

Articles 4, 5, 6 et 7

Ces articles prévoient, que, hormis le cas des crimes et des délits flagrants, le juge d'instruction, avant de décerner un mandat d'amener et d'arrêt, doit demander « l'autorisation préalable de la Chambre des Députés ». Le procureur général d'État soumettra la demande, accompagnée « d'un relevé des faits et indices et des qualifications possibles » à la Chambre des Députés.

Il faudrait préciser si l'adjectif « flagrants » s'applique aux « crimes et délits » ou uniquement aux « délits ».

C'est ici que se pose la question du respect de la séparation des pouvoirs. Le juge d'instruction, saisi d'une instruction, « **devra** » demander l'autorisation « **préalable** » de la Chambre des Députés avant d'émettre un mandat d'amener et d'arrêt. Cette demande sera accompagnée d'un relevé des faits, des indices et des qualifications possibles, ce qui signifie que la Chambre des Députés aura le droit d'agir, dans un premier temps, en lieu et place d'une juridiction, en décidant, sur base d'un dossier, s'il y a lieu, ou non, de poursuivre soit en donnant l'autorisation soit en la refusant.

N'y a-t-il pas, en cas d'adoption de ce texte, un amalgame des pouvoirs exercés par le pouvoir judiciaire et le pouvoir législatif, l'un interférant dans les prérogatives de l'autre et devant donner son autorisation pour que l'autre puisse continuer à exercer son pouvoir ?

Prévoir ici l'intervention de la Chambre des Députés, en lui attribuant le pouvoir d'arrêter les poursuites pénales, fait en sorte qu'une décision soit prise dans un dossier pénal, sans aucune possibilité

de recours. Normalement, le Code de procédure pénale permet l'exercice des voies de recours par les parties concernées contre les décisions de la Chambre du conseil.

Le présent texte prévoit que « lorsque la Chambre des Députés ne donne pas son autorisation préalable, elle transmet sa réponse, accompagnée des pièces lui transmises, au procureur général d'État qui la transmet au juge d'instruction. ». L'alinéa 2 stipule ensuite que le juge d'instruction « communique le dossier au procureur d'État ». Le texte ne mentionne aucune voie de recours contre cette décision de la Chambre des Députés.

L'absence d'un tel recours soulève, entre autres, de façon générale la question, pourquoi, si une personne, visée par l'article 1 du présent projet de loi, fait l'objet d'une instruction concernant une infraction pénale commise dans l'exercice de ses fonctions, ne serait pas poursuivie et jugée selon les mêmes formes que tous les autres justiciables ?

Les autres alinéas du nouveau texte n'appellent pas de commentaire particulier.